



**HAL**  
open science

## Les disparités locales du développement humain en Tunisie

Adel Bousnina

► **To cite this version:**

Adel Bousnina. Les disparités locales du développement humain en Tunisie. Les Cahiers de Tunisie, 2019, 226/227, pp.257-290. <halshs-04694059>

**HAL Id: halshs-04694059**

**<https://shs.hal.science/halshs-04694059v1>**

Submitted on 11 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved

# Les disparités locales du développement humain en Tunisie<sup>1</sup>

**Bousnina Adel**  
**Université de Tunis**  
[nsira2002@yahoo.fr](mailto:nsira2002@yahoo.fr)

## Résumé :

L'objectif principal de notre article est l'analyse des disparités locales du développement humain en Tunisie. L'intérêt sera focalisé sur les indicateurs composites de développement humain par gouvernorat et surtout par délégation et sur les IDH ou les indicateurs synthétiques de développement humain dans toutes les délégations de la Tunisie. Enfin, dans chaque gouvernorat, on va procéder à l'analyse des principaux facteurs et des différentes causes et explications des inégalités locales

Mots clés : Disparités locales, délégations, IDH, développement humain

## The local disparities of human development in Tunisia

### Summary :

The aim of our work is to analyze the local disparities of human development in Tunisia. The interest will be focused on composite indicators of human development by region and especially by delegation and the IDH (indicator of human development) or synthetic indicator of human development in all the delegations of Tunisia. Finally, in each governorate, we will analyze the main factors and the different causes and explanations of local inequalities.

Keywords : Local disparities, delegations, IDH, human development

---

<sup>1</sup> Bousnina A., 2019, Les disparités locales du développement humain en Tunisie, Les Cahiers de Tunisie Tome LXXII- Numéros 226/227, Tunis 2019; pp 257-290- Université de Tunis – 2019.

Cet article a été actualisé et publié aussi in, Bousnina A., 2019, *La Tunisie périphérique oubliée*, Edition L'Harmattan, Collection Histoire et perspectives méditerranéennes. Paris 2019.

## Introduction

Dans des recherches antérieures, nous avons montré qu'en dépit de l'amélioration sensible des indicateurs du développement humain dans toutes les régions en Tunisie, les disparités régionales demeurent considérables et l'inégal développement régional reste épineux (Bousnina A., 2007). Cette inégalité est attestée par la persistance de la même typologie régionale (depuis des décennies) qui favorise les gouvernorats littoraux au détriment des zones intérieures. Nous sommes à même d'affirmer qu'il y a plusieurs Tunisies dans le même pays distinguant « la Tunisie développée » et « la Tunisie sous-développée » et on peut parler (à l'instar de J.F.Gravier) d'un déséquilibre menaçant l'avenir du pays avec « le littoral et le désert tunisiens » (Bousnina A., 2012).<sup>2</sup>

Mais l'étude minutieuse et approfondie des indicateurs de développement montre *l'importance des inégalités locales, non seulement au niveau inter-régional mais aussi et surtout au niveau intra-régional* et au sein des gouvernorats les plus développés du pays, ce qui montre la primauté de *la problématique locale* (Bousnina A., 2019).

Si l'on prend la région la plus développée, en l'occurrence Tunis, les statistiques récentes confirment les constatations sus-invoquées<sup>3</sup> : certains indicateurs sont très éloquentes : le taux de pauvreté est de 2% à Cité El Khadra contre 18% à Sidi Hassine ; le taux de chômage est de 4% à Elmanzah contre 25% à Sijoumi et 24% à Djebel Djouloud ; les différents indices nous donnent un indicateur de développement régional de 922 à Bab Souika contre 317 à Sijoumi.

Dans les régions intérieures en général et dans certaines délégations de Kasserine et de Sidi Bouzid en particulier, ces indicateurs sont nettement inférieurs à la moyenne nationale. A titre d'exemple, pour Kasserine, les différents indices nous donnent un indicateur de développement régional de 437 à Kasserine Nord contre 04 à Majel Bel Abbes, 005 à Alyoun et 000 à Hassi Ferid (qui occupe le rang 264, c.-à-d. le dernier rang de toutes les délégations sur le territoire tunisien).

Selon cette même approche, on va essayer de calculer les indices synthétiques de développement humain, ou des IDH synthétiques, dans toutes les délégations de la Tunisie, soit 264 délégations dans les 24 gouvernorats et les sept districts du pays : le District de Tunis, le Nord Est, le Nord-Ouest...

---

<sup>2</sup> Bousnina A., 2019, *Le littoral et le désert tunisiens. Développement humain et disparités régionales en Tunisie*, Edition l'Harmattan, Paris, Décembre 2012.

<sup>3</sup> Voir, pour plus de détails : Ministère du Développement Régional et de la Planification, *L'indicateur de développement régional*, Tunis, Septembre 2012.

Mais certaines remarques *d'ordre méthodologique* s'imposent :

-l'IDH (ou l'Indicateur du Développement Humain) est un indicateur de synthèse qui permet de mesurer l'évolution des indices socio-économiques et qui reflète les progrès réalisées en particulier en matière de développement humain. *Cet IDH classique* représente la moyenne arithmétique des trois composantes suivantes : l'indice économique ou du niveau de vie (représenté par le PIB par habitant en terme de parité de pouvoir d'achat), l'indice d'éducation (mesuré par une moyenne pondérée aux deux tiers du taux d'alphabétisation des adultes et à un tiers du taux de scolarisation à tous les niveaux) et l'indice de longévité (mesuré par l'espérance de vie)

-on a utilisé *notre propre approche*<sup>4</sup> *basée sur le calcul d'un IDH synthétique* (Bousnina A., 2006), car cet indice synthétique prend en considération l'aspect multiforme de la problématique du développement et intègre les différentes manifestations de la réalité (l'économique, le social, l'infrastructure...). C'est pourquoi on a calculé la moyenne de *sept indices* : on a intégré deux indices relatifs à l'emploi et au chômage (le chômage global et le chômage des diplômés du supérieur), deux indices relatifs à l'éducation (l'alphabétisme et la scolarisation supérieure) et trois indices relatifs à l'infrastructure et à l'équipement (le raccordement des logements au réseau d'eau potable (SONEDE), le raccordement au réseau d'assainissement (ONAS) et la proportion des ménages connectés à internet)

-pour le calcul de l'IDH, la méthode est basée évidemment sur le calcul des indices en prenant en considération les valeurs minimales et maximales. Les indices se calculent sur la base de la formule suivante :  $\text{Indice} = (\text{Valeur réelle} - \text{valeur minimale}) / (\text{valeur maximale} - \text{valeur minimale})$ . L'indice économique a été approximé par l'indice du chômage à cause de l'indisponibilité des données sur le revenu ou sur la dépense par personne ou par ménage dans les différentes délégations :

L'indice économique (ou indice de l'emploi) =  $1 - \text{indice du chômage}$  ( $\text{Indice du chômage} = \text{valeur réelle (ou taux du chômage)} - \text{valeur minimale (0)} / \text{valeur maximale (50)} - \text{valeur minimale (0)}$ ). Donc l'indice économique est égal à :  $1 - (\text{T. chômage} / 50)$

-bien entendu, on ne peut pas étudier et analyser les indices de toutes les délégations (264), c'est pourquoi on a choisi dans chaque gouvernorat les indices les plus significatifs et les indicateurs les plus éloquents, notamment dans les délégations les plus défavorisées et les localités les plus marginalisées.

---

<sup>4</sup> Cf. pour plus de détails, Bousnina A., 2006, Le développement humain en Tunisie : spécificités et performances économiques et sociales, *Revue Tunisienne de Sciences Sociales R.T.S.S* n°130, CERES, Tunis, 2006, pp. 143-145. Cf. aussi notre ouvrage : A.Bousnina, 2012, *Op.cit*, pp.91-95.

*Pour alléger le texte, on a laissé seulement les résultats du calcul de l'indice synthétique du développement humain (ou l'IDH synthétique) pour chaque délégation (Cf. l'annexe pour voir les différentes variables et les composantes de l'IDH dans les délégations, du gouvernorat de Tunis par exemple).*

## I- Le District de Tunis

Dans cette section, on va calculer l'IDH synthétique des différentes délégations de quatre gouvernorats : Tunis, Ariana, Ben Arous et Manouba.

Tableau n°1- L'IDH synthétique dans le District de Tunis<sup>5</sup>

Délégation	IDH	Délégation	IDH	Délégation	IDH	Délégation	IDH
Carthage	817	Ariana ville	<b>876</b>	Ben Arous	752	Manouba	<b>760</b>
Medina	724	Soukra	757	La Nouvelle Medina	767	Douar Hicher	622
Bab El Bhar	826	Raoued	732	El Mourouj	801	Oued Elil	669
Bab Souika	742	Kalaat El Andalous	633	Hammam Lif	755	Mornaguia	639
El Omrane	738	Sidi Thabet	<b>590</b>	Hammam Chott	758	Borj Amri	<b>481</b>
El Omrane supérieur	749	Cité Ettadhamen	646	Boumhel El Bassatine	762	Jedeida	578
Ettahrir	775	El Mnhla	685	Ezzahra	<b>819</b>	Tebourba	575
El Menzah	<b>892</b>	Total (Gouvernorat)	745	Rades	786	El Battane	495
Cité El Khadra	854			Megrine	792	Total (Gouvernorat)	646
Le Bardo	799			Mohamdia	665	Total (Tunisie)	609
Sijoumi	619			Fouchana	668		
Ezzouhour	731			Mornag	<b>606</b>		
Elhrairia	696			Total (Gouvernorat)	742		
Sidi Hassine	<b>617</b>						
El Ourdia	740						
El Kabaria	712						
Sidi El Béchir	751						
Djebel Jelloud	631						
La Goulette	854						
Le Kram	791						
La Marsa	800						
Total (Gouvernorat)	758						

Source : Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS (RGPH 2014)

<sup>5</sup> Dans tous les gouvernorats, les valeurs minimales et maximales sont en gras (chaque colonne comporte les délégations d'un seul gouvernorat).

L'IDH synthétique du gouvernorat de Tunis est nettement supérieur à la moyenne nationale, la plupart des délégations enregistrent des IDH supérieurs à 700 voire 800 (Bab El Bhar, Carthage, La Marsa, La Goulette et Cité El Khadra).

Cependant, l'analyse par délégation montre des disparités très importantes entre la délégation d'El Menzah (dont l'indice avoisine 900) et les deux délégations de *Sijoumi et Sidi Hassine* avec un indice proche de 600. Si les différences au niveau des indicateurs de l'infrastructure (eau, assainissement...) ne sont pas flagrantes, les inégalités au niveau du chômage et du marché de l'emploi sont remarquables et elles ont un impact direct sur l'IDH dans les différentes délégations.

À cet égard, l'indice de l'emploi supérieur dépasse 891 à El Menzah alors qu'il est inférieur à 380 à Sijoumi et à 455 à Sidi Hassine (il en est de même pour l'emploi global). Ceci est inhérent à la faiblesse de l'activité économique dans quelques délégations, au sein de la Capitale de la Tunisie, où l'on trouve des quartiers et des localités caractérisés par une réelle marginalisation sociale et une faible intégration économique, avec des taux de chômage très élevés dans certaines délégations, notamment pour les diplômés du supérieur (ce taux dépasse 30,9% à Sijoumi, 27% à Sidi Hassine et 25% à Djebel Jelloud, contre 5% à El Menzah).

À noter, enfin, les inégalités considérables au niveau des taux de connexion à l'internet (81% à El Menzah contre 18% à Sidi Hassine) et également des taux de scolarisation supérieure (75% et 34% respectivement).

Bien que Tunis soit la principale zone industrielle du pays (avec le Sahel et Sfax), les disparités locales demeurent encore importantes ce qui explique la faiblesse de l'emploi dans certaines délégations. Ainsi, « l'inadéquation entre l'offre et la demande, la distorsion dans l'espace créent des déplacements très longs entre domicile et travail [...]. Il y a là le problème de *l'équilibre interzonal* dans le grand Tunis qui suppose une politique d'aménagement et de planification spatiale mettant l'accent sur un freinage des implantations dans le Sud, sur l'équipement prioritaire des zones déficitaires en emploi comme l'Ouest ou le Nord et enfin le desserrement du Centre-Ville encombré et encombrant en vue d'un bon fonctionnement de la Cité »<sup>6</sup>.

À l'instar du gouvernorat de Tunis, l'IDH d'Ariana est supérieur à la moyenne nationale, mais il révèle des disparités relativement importantes

---

<sup>6</sup> Sethom Nouredine, *L'industrie et le tourisme en Tunisie : étude de géographie du développement*, Publication de l'Université de Tunis, Tome 2, 1992, p.520.

entre plusieurs délégations. Si Ariana ville est la mieux lotie (avec un indice dépassant 875), *Sidi Thabet* est, par contre, moins nantie (son indice est inférieur à 600) notamment au niveau des indicateurs de l'infrastructure, avec un taux de connexion au réseau d'assainissement qui ne dépasse pas 40% et une proportion de la connexion à internet inférieure à 24%.

Quant à la délégation Cité Ettadhamen, la faiblesse de son indice synthétique est due essentiellement à l'importance du chômage et à la faiblesse de l'activité économique, ce qui explique l'augmentation du chômage en général et plus particulièrement celui des diplômés du supérieur, avec un taux de 27% qui est nettement supérieur à la moyenne nationale.

Pour le gouvernorat de Ben Arous, on remarque que les différentes délégations ont des indices souvent supérieurs à la moyenne nationale. En outre, les disparités entre les différentes localités ne sont pas très importantes, et ce contrairement à la plupart des gouvernorats en Tunisie : la majorité des indices sectoriels et synthétiques sont compris entre 600 et 800, ce qui reflète une relative "homogénéité" dans la région de Ben Arous caractérisée par des indicateurs d'infrastructure relativement satisfaisants et surtout par une dynamique économique (notamment la dynamique industrielle et commerciale) parmi les plus importantes du pays.

Toutefois, on doit noter la faiblesse des différents indices à *Mornag*, caractérisée par l'importance de la composante rurale, la faible densité de la population, l'importance de l'habitat dispersé et la faiblesse des indicateurs de l'infrastructure (notamment la connexion à internet et le raccordement au réseau d'assainissement).

Contrairement à Tunis, Ariana et Ben Arous, le quatrième gouvernorat du District de Tunis (Manouba) est caractérisé par l'existence de certaines délégations dont l'IDH synthétique est très faible et nettement inférieur à la moyenne nationale (voire même inférieur à 500), notamment à *El Battane et Borj Amri* : la première est caractérisée par un indice de connexion internet très faible (14%) et surtout une faible insertion professionnelle sur le marché de l'emploi, en particulier pour les jeunes diplômés du supérieur où le taux de chômage est de 35%.

Quant à la deuxième délégation, en l'occurrence Borj Amri, elle est également caractérisée par un taux de chômage élevé des diplômés du supérieur (28%) mais aussi et surtout par la faiblesse des indicateurs de l'infrastructure, avec un taux de connexion à l'internet de 20% et surtout

un taux de raccordement au réseau d'assainissement qui ne dépasse pas 11%.

En ce qui concerne *Douar Hicher*, et en dépit de l'amélioration relative des indicateurs de l'infrastructure, l'importance du *chômage* est indéniable avec un taux de près de 20% pour le chômage global et de *plus de 31%* pour les diplômés du supérieur. L'impact du chômage est, à cet égard, non seulement socio-économique mais aussi individuel et psychologique. Dans une enquête récente réalisée à Douar Hicher et à Ettadhamen, certains chercheurs ont étudié la représentation du chômage et ont souligné « l'importance des effets individuels (besoins matériels, déviance) du chômage, en comparaison avec ses effets sociaux (déni de reconnaissance, humiliations par les autres...). Ainsi, la composante psychologique est-elle présente dans près de la moitié des réponses, 28,6% des jeunes ayant recours à la notion de *souffrance* et 17,1% parlant de *désespoir* ; au total, ce sont donc 45,7% qui placent cette dimension de vécu du chômage au premier rang »<sup>7</sup>.

## II- Le Nord-Est

Cette partie concerne les trois gouvernorats du Nord-Est (Nabeul, Zaghouan et Bizerte) et l'analyse de l'IDH synthétique dans les différentes délégations de cette région.

Tableau n°2- L'IDH synthétique dans le Nord Est

Délégation	IDH	Délégation	IDH	Délégation	IDH
Nabeul	<b>753</b>	Bizerte Nord	<b>753</b>	Zaghouan	<b>633</b>
Dar Chaabane	706	Zarzouna	703	Ezzeriba	599
Beni Khiair	691	Bizerte Sud	571	Bir Mchergua	531
Korba	636	Sejnene	<b>355</b>	Elfahs	528
Menzel Temime	569	Djoumine	358	Ennadhour	404
El Mida	505	Mateur	586	Saouef	<b>359</b>
Kelibia	634	Ghezalla	393	Total (Gouvernorat)	535
Hammam El Guezaz	588	Menzel Bourguiba	638		
El Houaria	<b>481</b>	Tinja	646		
Takelsa	486	Utique	490		
Sliman	679	Ghar El Meleh	596		
Menzel Bouzelfa	603	Menzel Djmil	686		
Beni Khaled	634	El Alia	638		
Grombalia	652	Ras Djbel	678		
Bouargoub	548	Total (Gouvernorat)	616		
Hammamet	660	Total Tunisie	609		
Total (Gouvernorat)	638				

<sup>7</sup> Ben Amor Ridha et Moussa Hayet, La représentation du travail et sa place dans la vie des jeunes, in, Lamoum Olfa et Ben Zina Mohamed Ali (dir), *Les jeunes de Douar Hicher et d'Ettadhamen : une enquête sociologique*, Edition Arabesques, Tunis, 2016, pp. 102-103.

Source: Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS (RGPH 2014)

Le Cap Bon est l'une des régions les plus dynamiques de la Tunisie. Avec le District de Tunis et le Centre Est, le gouvernorat de Nabeul est caractérisé par une dynamique économique intensive et par un niveau de développement élevé, dus à la diversification économique sectorielle et au développement rapide du secteur touristique et industriel depuis l'indépendance.

Cependant, certaines délégations demeurent (jusqu'à maintenant) caractérisées par une faible intégration au tissu économique et par une infrastructure relativement faible. À titre d'exemple, on remarque que, pour *Takelsa*, le taux de connexion internet est inférieur à 10% et le branchement au réseau d'assainissement ne dépasse pas 7%. Pour *El Houaria*, l'IDH est fortement affecté par l'importance du chômage des diplômés du supérieur avec un taux de plus de 35% (ceci est conjugué à la faiblesse des indicateurs de l'infrastructure).

Ces deux délégations enregistrent un IDH inférieur à 500, contrairement à la majorité des délégations de Nabeul dont l'indice est généralement supérieur à la moyenne nationale. Ceci explique, par ailleurs, le caractère attractif du Cap Bon et l'accroissement positif de la population durant les dernières décennies. À ce titre, la plupart des villes de Nabeul ont enregistré un taux d'accroissement démographique supérieur à 1,5% entre 2004 et 2014, alors que le solde migratoire est souvent positif (plus de 13 mille entre 2009 et 2014).

Par contre, le gouvernorat de Zaghouan est le seul (dans le District du Nord Est) à avoir un IDH synthétique inférieur à la moyenne nationale. La faiblesse de l'infrastructure, le taux relativement élevé de l'analphabétisme, la situation critique du marché de l'emploi, la faiblesse du tissu industriel dans plusieurs délégations... autant de facteurs qui expliquent ce niveau de l'IDH qui est même inférieur à 400 dans plusieurs localités, ce qui explique leur classement comme des zones de développement ou d'intervention prioritaire : il s'agit en particulier *d'Ennadhour et Saouef*, dans ces deux délégations, la proportion des analphabètes est supérieure à 35%, le taux des ménages connectés à internet est en dessous de 5% (1% à Saouaf), le taux de raccordement au réseau d'assainissement ne dépasse pas 27% (11% à Saouaf). Le facteur géographique est, à cet égard, déterminant, par exemple, pour la desserte en eau courante, les délégations d'Ennadhour et Saouef ont des taux en dessous de la moyenne régionale et nationale vu le caractère rural montagneux de ces deux délégations et le raccordement au réseau de

l'eau potable par la SONEDE est très coûteux ; leur desserte se fait par le réseau du Génie Rural (GR)<sup>8</sup>.

Ce facteur géographique est conjugué à la faiblesse du tissu économique dans la région en général et dans ces deux délégations en particulier, puisque le nombre d'entreprises privées dans le gouvernorat reste encore en dessous du niveau de plusieurs pôles industriels, les indicateurs industriels sont très faibles dans les deux délégations de Saouef et Ennadhour à cause de l'inexistence des zones industrielles aménagées malgré les avantages et les incitations octroyés par l'État à ces deux délégations classées comme zones prioritaires de développement régional<sup>9</sup>.

En ce qui concerne Bizerte, ce gouvernorat fait partie de l'axe littoral tunisien, un axe sur-développé au détriment de la périphérie intérieure sous-développée et marginalisée.

Toutefois, on trouve au sein du gouvernorat de Bizerte des délégations où l'IDH synthétique est très faible avoisinant la moitié du score national, avec une moyenne de 355 à *Sejnene* et 358 à *Djoumine* (393 à Ghezala contre plus de 750 à Bizerte Nord). Bien entendu, ces deux régions défavorisées possèdent des indices très faibles au niveau de l'infrastructure et même au niveau éducatif : pour Djoumine par exemple, le taux d'analphabétisme est supérieur à 42%, le raccordement au réseau ONAS est de 4,7% et la connexion internet est quasiment inexistante (0,6%) ; il en est de même pour Sedjnene et Ghezala. On peut ajouter aussi l'importance du chômage, en particulier celui des diplômés du supérieur avec un taux oscillant entre 27% et 31%.

En fait, ces trois délégations souffrent d'une pauvreté élevée et des conditions de vie défavorables, elles sont classées parmi les zones défavorisées et nécessitent une intervention au niveau de développement régional et local.

### **III- Le Nord-Ouest**

Dans cette section, l'intérêt est focalisé sur l'analyse des disparités locales dans le Nord-Ouest et sur l'étude de l'IDH synthétique des différentes délégations des quatre gouvernorats du district : Béja, Jendouba, Le Kef et Siliana.

Tableau n°3- L'IDH synthétique dans le Nord-Ouest

---

<sup>8</sup> Ministère du Développement Régional et de la Planification, *L'indicateur de développement régional. Gouvernorat de Zaghuan*, Tunis, Septembre 2012, p.7.

<sup>9</sup> Ibid, pp. 15-16.

Délégation	IDH	Délégation	IDH	Délégation	IDH	Délégation	IDH
Béja Nord	584	Jendouba	<b>571</b>	Kef Ouest	<b>648</b>	Siliana Nord	<b>613</b>
Béja Sud	580	Jendouba Nord	404	Kef Est	639	Siliana Sud	519
Amdoun	422	Bousalem	492	Nebeur	<b>413</b>	Bouarada	504
Nefza	397	Tabarka	468	Sakiet Sidi Youssef	454	Gaafour	528
Teboursouk	500	Ain Drahem	383	Tajerouine	502	Elkrib	520
Tibar	418	Fernana	<b>296</b>	Kalaat Snan	476	Bourouis	<b>393</b>
Testour	515	Ghardimaou	376	Kalaat Khesba	471	Makthar	415
Goubellat	<b>395</b>	Oued Mliz	328	Djerissa	501	Errouhia	428
Mdjez Elbeb	<b>593</b>	Balta Bou Aouane	359	Elksour	469	Kesra	478
Total (Gouvernorat)	517	Total (Gouvernorat)	427	Dahmani	446	Bargou	474
Total Tunisie	609			Essers	501	Elaroussa	440
				Total (Gouvernorat)	526	Total (Gouvernorat)	502

Source: Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS (RGPH 2014)

Si le gouvernorat de Béja enregistre un IDH inférieur à la moyenne nationale, et ce à l'instar de toutes les régions intérieures du pays, certaines délégations se caractérisent par un IDH très faible inférieur à 400 ; il s'agit notamment de *Nefza et de Goubellat* avec des scores respectifs de 397 et 395 et où les indicateurs de l'infrastructure sont nettement inférieurs au seuil national.

Dans plusieurs zones rurales de Béja, la desserte en eau, par exemple, est très faible dans plusieurs localités, alors que -paradoxalement- les richesses hydrauliques et naturelles du gouvernorat sont très importantes.

Dans le même contexte, on doit noter la faiblesse du tissu industriel et de la création d'emploi dans la région (attestée par l'importance des taux de chômage notamment pour les diplômés du supérieur : plus de 31% à Amdoun, Teboursouk, Tibar et Goubellat), et ce, en dépit de la diversité et de la richesse des ressources dans le gouvernorat de Béja : les terres cultivées, les terres forestières, la production des céréales, les ressources hydrauliques considérables, les sources d'eau minérale, la diversité des matériaux de construction, l'importance des ressources culturelles et des sites historiques et archéologiques, la diversité des opportunités économiques et touristiques, l'importance du secteur agroalimentaire...<sup>10</sup>

D'autre part, et en analysant les scores des différentes délégations du gouvernorat de Jendouba, certains points doivent être soulignés.

<sup>10</sup> Ministère du Développement Régional et de la Planification, *Stratégie du développement du gouvernorat de Bejà*, Tunis, 2013, pp. 3-11.

En premier lieu, toutes les délégations (sauf Jendouba centre) ont un indice nettement inférieur à la moyenne nationale et oscillant entre 300 et 490.

En second lieu, on doit noter l'existence de plusieurs localités enregistrant un IDH très faible inférieur à 400 (au moins cinq délégations).

En troisième lieu, *la délégation de Fernana "se distingue" par un score inférieur à 300*, ce qui reflète la réelle marginalisation de cette localité où l'on trouve des indices très faibles tant pour l'infrastructure que pour l'éducation et l'emploi : à titre d'exemple, on trouve à Fernana un taux de connexion internet de 3%, un taux de desserte en eau courante seulement de 23%, une proportion des ménages ayant un raccordement au réseau ONAS qui ne dépasse pas 9%, un taux d'analphabétisme de plus de 44%...

En quatrième lieu, on doit souligner l'importance du chômage global et surtout celui des diplômés du supérieur. Ceci concerne la quasi-totalité des délégations où l'on trouve un taux de chômage global toujours supérieur à 22% (32% à Oued Mliz) et surtout un taux des diplômés qui est très "alarmant" dans certaines localités telles que Boussalem et Fernana (35%), Ghardimaou (38%), *Jendouba Nord (44%) et Oued Mliz (46%)*.

La faiblesse du tissu économique et des zones industrielles d'une part et la "déficience" de l'entrepreneuriat et de l'initiative privée d'autre part, expliquent cette situation du marché du travail et la baisse des offres d'emploi (par rapport à la demande). Comme le note Rabah Nabli, dans plusieurs régions intérieures (dont Jendouba et le Nord-Ouest en général), « les opérateurs économiques souffrent à la fois d'un manque de culture et de traditions entrepreneuriales bien établies, d'absence d'une infrastructure fiable, de structures d'accompagnement de l'initiative privée et de l'éloignement des centres de décision [...]. Tous ces facteurs constituent les obstacles majeurs à surmonter, que les avantages fiscaux accordés par l'État n'ont pas suffi à neutraliser »<sup>11</sup>.

À l'instar de Béja, la marginalisation des différentes délégations de Jendouba coïncide avec l'importance des ressources et des potentialités du gouvernorat : superficies agricoles, forêts, périmètres irrigués, ressources hydrauliques et halieutiques, sites archéologiques, sources en

---

<sup>11</sup> Nabli Rabah, *Les entrepreneurs Tunisiens. La difficile émergence d'un nouvel acteur*, Edition l'Harmattan, Paris, 2008, p.381.

eau minérale, parcs naturels, pôle touristique (Tabarka-Ain Drahem), opportunités d'investissement (zone frontalière avec l'Algérie)...<sup>12</sup>

Par ailleurs, et comme à l'accoutumée au Nord-Ouest, la quasi-totalité des délégations du gouvernorat du Kef enregistrent un IDH inférieur à la moyenne nationale (à l'exception du Kef Centre). En outre, le chômage des diplômés du supérieur est élevé dans la plupart des localités avec des taux dépassant souvent 30% (33% à *Tajerouine* et à *Djerissa*, 34% à *kalaa Khesba* et 36,6% à *Dahmani*).

La délégation qui enregistre l'IDH le plus faible est *Nebeur*, où l'on trouve des indices nettement en dessous de la moyenne nationale, notamment concernant les indicateurs de l'infrastructure avec un taux de raccordement au réseau d'assainissement de 19% et une proportion des ménages connectés à internet qui ne dépasse pas 5% (avec un taux de chômage des diplômés de près de 30%). Même le taux de raccordement à l'eau potable est très faible, car la plupart des délégations ont un caractère rural avec un relief difficile et un habitat dispersé.

Cette marginalisation de la délégation de *Nebeur* et des différentes localités du Kef (et du Nord-Ouest en général) a poussé certains chercheurs à parler de "*blocage du développement*" : comme l'a analysé N.Mhidhi, « la population locale a toujours tendance à se diriger vers d'autres centres urbains plus importants. En fait, ces petites communes sont bloquées à l'amont et à l'aval :

-à l'amont parce que les autres centres plus grands, subrégionaux ou régionaux et même la Capitale, n'ont pas besoin de leur médiation pour étendre leur influence sur les espaces locaux

-à l'aval parce que l'espace concerné par ces communes du Nord-Ouest est tellement pauvre qu'il n'a rien à apporter et n'a besoin que de quelques services »<sup>13</sup>.

Ce blocage du développement a généré des répercussions démographiques indéniables notamment la "dépopulation" de certaines délégations où le taux d'accroissement démographique est non seulement stable mais il est même négatif (entre les deux recensements de 2004 et de 2014, le TAAM au Kef est de -0,62), avec un solde migratoire également négatif de -7504 (entre 2009 et 2014).

---

<sup>12</sup> Ministère du Développement Régional et de la Planification, *Stratégie du développement du gouvernorat de Jendouba*, Tunis, 2013, pp. 3-7.

<sup>13</sup> Mhidhi Noureddine, Le rôle des nouvelles communes des montagnes du Nord-Ouest de la Tunisie dans le développement local. Le cas de *Nebber*, *Menzel Salem* et *Bni Mtir*, in, Belhedi Amor (dir), *Quelques aspects du développement régional et local en Tunisie*, ouvrage collectif, Cahiers du CERES, Série Géographique n°20, CERES, Tunis, 1998, p.188.

Pour le gouvernorat de Siliana, seule Siliana Nord se distingue par un IDH supérieur à la moyenne nationale, contrairement à toutes les autres délégations qui ont souvent un score compris entre 400 et 500. Deux communes enregistrent des indicateurs très faibles par rapport au seuil national :

-*la délégation d'Errouhia* où le taux d'analphabétisme est très élevé (41%) et où les indices de l'infrastructure sont déficients (avec un taux de connexion internet de 5%, de desserte en eau courante de 35% et de raccordement au réseau ONAS de 25%)

-*la délégation de Bourouis* qui a un IDH synthétique de moins de 400, où l'on trouve des indicateurs de l'infrastructure également faibles mais aussi et surtout des taux de chômage très élevés (le taux de chômage global est de 30%, tandis que celui des diplômés est de 32%).

Ce déficit considérable de plusieurs délégations de Siliana, et du Nord-Ouest en général, reflète très clairement la marginalisation des zones intérieures et de la partie ouest du pays. Certains auteurs ne se contentent pas de parler seulement d'un inégal développement ou d'une marginalisation des régions intérieures, mais ils parlent même **d'un enclavement** de ces zones à cause de leur isolement tant au niveau productif que dans le secteur non productif : le premier est entamé par « l'absence de l'infrastructure routière ou par la pénurie des substituts, sinon par la détérioration des équipements à travers le temps de façon à rendre l'unité sociale (ou la région) peu intégrée au tissu qui l'entoure ». Quant au niveau non productif, « dévolu généralement à l'État, l'enclavement indique le manque des équipements socio-éducatifs et collectifs ».<sup>14</sup>

Cette situation "d'enclavement" et de sous-développement a des effets démographiques néfastes notamment la dépopulation et l'exode rural :

-la dépopulation est attestée par un taux d'accroissement négatif dans tous les gouvernorats du Nord-Ouest (-0,05 à Béja, -0,37 à Jendouba, -0,62 au Kef et -0,48 à Siliana)

-le déplacement de la population est attesté par un solde migratoire toujours négatif reflétant le caractère répulsif de la région ; ce solde est de -35 mille entre 2009 et 2014 (en milliers : -7,6 à Béja ; -12,1 à Jendouba ; -7,0 au Kef et -8,3 à Siliana).

Cette crise du Nord-Ouest, et des régions rurales en général (une crise qui est à l'origine des flux migratoires importants qui génèrent parfois une stagnation, voire une diminution de la population) est inhérente à de nombreuses *causes structurelles qui expliquent la dépopulation* de cette

---

<sup>14</sup> Amri Laroussi, *La femme rurale dans l'exploitation familiale. Nord-Ouest de la Tunisie*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2002, pp151-152.

région. Il s'agit notamment de : la faiblesse de la diversification de l'agriculture, la détérioration des revenus dans l'agriculture, la mécanisation de ce secteur (avec la non diversification) ce qui a diminué le besoin en main-d'œuvre (la régression des journées de travail disponibles dans les campagnes de la région), la mécanisation par voie de location qui a généré un rapport d'exploitation et de domination et qui a accéléré le rythme de destruction de l'équilibre de l'économie familiale, l'absence des transformations structurelles de compensation (la faiblesse des investissements industriels et tertiaires)...<sup>15</sup>

#### IV- Le Centre-Est

Cette section est focalisée sur l'étude des IDH synthétiques et des disparités locales dans les différentes délégations du Centre-Est et ses quatre gouvernorats (Sousse, Monastir, Mahdia et Sfax).

Tableau n°4- L'IDH synthétique dans le Centre Est

Délégation	IDH	Délégation	IDH	Délégation	IDH	Délégation	IDH
Sousse Medina	800	Monastir	<b>797</b>	Mahdia	<b>693</b>	Sfax Ville	<b>765</b>
Sousse Riadh	728	Werdanine	658	Boumerdes	510	Sfax Ouest	756
Sousse Jawhra	<b>805</b>	Sahline	717	Ouled Chamekh	424	Sakiet Ezzit	695
Sidi Abdelhamid	666	Zarndine	<b>578</b>	Chorbene	<b>414</b>	Sakiet Eddair	689
Hammam Sousse	786	Beni Hassen	590	Hebira	461	Sfax Sud	648
Akouada	718	Jammel	665	Essouassi	481	Tina	586
Kalaa Kebira	656	Benbla	708	Eldjem	546	Agareb	449
Sidi Bouali	608	Moknine	631	Chebba	619	Djbeniana	475
Hergla	631	Bekalta	666	Meloulech	466	El Amra	456
Enfidha	520	Teboulba	683	Sidi Alouane	474	El Hancha	464
Bouficha	555	Ksar Helal	693	Ksour Essef	577	Menzel Chaker	469
Kondar	<b>461</b>	Ksibet Elmediouni	711	Total (Gouvernorat)	555	Ghraiba	344
Sidi Elheni	473	Sayada Lamta Bouhjar	735			Bir Ali Ben Khelifa	<b>310</b>
Msaken	704	Total (Gouvernorat)	701			Skhira	323
Kalaa Sghira	676					Mahres	532
Zaouia Ksiba Thrayet	653					Kerkenah	594
Total (Gouvernorat)	698					Total (Gouvernorat)	614
Total Tunisie	609						

Source: Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS (RGPH 2014)

<sup>15</sup> Dimassi Hassine et Zaiem M. Hedi, La dynamique socio-économique de population d'une région. L'exemple du nord-ouest-tunisien, in AMEP, *Population et développement*, Actes du 5<sup>ème</sup> colloque de démographie maghrébine. AMEP. Rabat, 1982, pp. 16-32.

Avec la Capitale et Monastir, Sousse est l'une des régions les plus développées du pays. La "Perle du Sahel" bénéficie de plusieurs "avantages comparatifs" dont notamment son emplacement géographique, l'importance des zones touristiques, le développement de l'infrastructure et des équipements collectifs, les investissements considérables (tant publics que privés) dans l'industrie (électrique, mécanique...) et dans le secteur du tourisme...

Selon les termes de M.Jedidi, « le Sahel est incontestablement l'une des régions du pays qui semblent le plus profiter des réalisations du régime depuis l'indépendance [...]. L'économie a connu des mutations radicales : l'oléiculture qui était le fondement de l'économie régionale a nettement régressé cédant rapidement le pas aux activités non agricoles, à la fois secondaires (notamment l'industrie moderne de transformation) et tertiaires (tourisme, services commerciaux et non commerciaux...) qui sont ainsi devenues prépondérantes »<sup>16</sup>.

Cependant, et en dépit de toutes ces mutations et de tous ces avantages, on remarque des disparités locales relativement importantes, entre les délégations les mieux loties enregistrant un score supérieur ou égal à 800 (en l'occurrence Sousse Medina et Sousse Jawhra) et les délégations les moins nanties ayant un score inférieur à 480 (à savoir *Kondar et Sidi Elheni*), soit un écart entre les extrêmes de près de 340 points.

La marginalisation de ces deux délégations est confirmée par de nombreux indicateurs, en particulier les indices relatifs à l'infrastructure et à l'éducation :

-le taux de raccordement au réseau d'assainissement est négligeable à Sidi Elheni et à Kondar (moins de 5%) alors qu'il est de 80% dans l'ensemble du gouvernorat

-le taux d'analphabétisme est de près de 30% dans ces deux localités alors que le taux moyen du gouvernorat ne dépasse pas 13,4% ; il en est de même pour la scolarisation supérieure (entre 22 et 23% contre près de 44% pour la région de Sousse).

Ces délégations sont caractérisées par la prédominance de la population rurale et agricole, ce qui explique la faiblesse du tissu économique et la déficience des zones industrielles, et ce qui génère un taux de pauvreté supérieur à la moyenne du gouvernorat et un chômage - en particulier des jeunes diplômés- relativement plus élevé par rapport aux autres communes de Sousse (20% à Kondar et 22,4% à Sidi Elheni, contre 10% à Sousse Medina et Sousse Jawhra).

---

<sup>16</sup> Jedidi Mohamed, *Croissance économique et espace urbain dans le Sahel tunisien depuis l'indépendance*, Publication de l'Université de Tunis, Tunis, 1986, tome 1, p. 17 et p.369.

À l'instar de Sousse et de Tunis, Monastir peut être considéré comme l'un des gouvernorats les plus développés du pays et "la perle" non seulement du Sahel mais de tout l'axe littoral. Mais, contrairement à Sousse et au Cap Bon, Monastir se distingue par la quasi-absence des délégations marginalisées. Il faut noter, à ce titre, que ce gouvernorat enregistre un taux d'urbanisation de 100%, c.-à-d. que la population rurale à dominante agricole et "laissée pour compte" est quasiment inexistante (en témoigne le taux de pauvreté parmi les plus faibles du pays). En 2015 par exemple, le taux de pauvreté extrême est de 0,3% et le taux de pauvreté globale est de 8,3% (contre des taux nationaux respectifs de 3% et de 15%).

Même les délégations les moins classées du gouvernorat enregistrent un IDH de près de 600, alors que l'indice moyen de la région est nettement supérieur à la moyenne nationale. On doit souligner, à cet égard, que les indices de l'emploi global et ceux de l'emploi des diplômés sont nettement élevés dans la plupart des communes de Monastir par rapport aux autres délégations du pays, avec un taux de chômage global de 9% (contre 15% au niveau national).

Ceci reflète le niveau de développement du marché de l'emploi à Monastir, en particulier grâce à la croissance rapide du secteur industriel et touristique.

Pour le secteur touristique, le rythme de croissance du tourisme a été nettement plus rapide que dans l'ensemble du pays : il a « presque doublé pour le nombre d'établissements hôteliers, les entrées de touristes étrangers, les emplois directs hôteliers et les recettes en devises, plus que doublé pour les unités touristiques et presque triplé pour la capacité d'hébergement »<sup>17</sup>.

En ce qui concerne l'industrialisation, certaines délégations sont caractérisées par un dynamisme économique particulier. Citons notamment *Ksar Helal* qui est marquée « historiquement et structurellement par l'activité textile. Les industries du textile, de l'habillement et du cuir regroupent à elles seules 85% des entreprises et 93% de l'emploi que compte l'industrie hélalienne [...]. Le "cluster" de Ksar Helal s'articule globalement de la manière suivante : en amont, se situent les fournisseurs de fils avec deux types d'acteurs, les filatures modernes et la centaine de grossistes importateurs de fils ; au cœur nous trouvons les entreprises officielles de tissage industriel autour desquelles

---

<sup>17</sup> Ibid, p.257.

gravitent les unités informelles de tissage industriel ainsi que les tisserands manuels. En aval, nous trouvons la confection »<sup>18</sup>.

Toutefois, et contrairement à Sousse, Monastir et Sfax, le gouvernorat de Mahdia constitue "le mauvais exemple" du Sahel et de l'axe littoral : c'est le gouvernorat qui fait l'exception au Centre Est, avec des indices très faibles par rapport aux autres gouvernorats du district. De toutes les délégations de Mahdia, seule Mahdia ville a un IDH supérieur à la moyenne nationale, tandis que les autres localités (sauf Chebba) enregistrent des scores compris souvent entre 400 et 500.

Certaines délégations se distinguent par la faiblesse considérable des indicateurs de l'infrastructure et, subséquemment, l'obtention d'un IDH inférieur au seuil moyen de 500. Il s'agit notamment de *Chorbene, Ouled Chamekh, Hebira, Meloulech et Sidi Alouane*, où l'on trouve un indice d'assainissement toujours inférieur à 7% (2,3% à Hebira). Il en va de même pour le taux de connexion à internet (avec une proportion oscillant entre 5% et 10%). Ceci est conjugué à un taux de chômage des diplômés du supérieur qui est relativement élevé dans plusieurs délégations à dominante agricole et rurale, et où l'on remarque une déficience de la création d'entreprise et une faiblesse de l'activité économique et industrielle. À titre d'exemple, on trouve un taux de chômage des diplômés de 28% à Chorbene, de 29% à Ouled Chamekh et de 32% à Meloulech.

Pourtant, les ressources et les opportunités dans les différentes délégations de Mahdia sont considérables. Outre son emplacement géographique (avec 75 km de côtes sur la méditerranée), les avantages touchent tant l'agriculture (production d'huile très importante, les produits de la pêche de près de 14% de la production nationale, le bassin laitier...) que le secteur industriel (les zones industrielles et aussi les avantages octroyés aux zones de développement régional) et les secteurs touristique et artisanal (tourisme balnéaire, centres de thalassothérapie, spécialité dans certains métiers tels que la soie et la mosaïque, le patrimoine archéologique très important)...<sup>19</sup>

D'autre part, et en ce qui concerne Sfax, la capitale du Sud est, avec Tunis et le Sahel, parmi les régions les plus dynamiques du pays et "la métropole économique" du sud de la Tunisie. Selon R.Nabli, les principaux facteurs explicatifs de la prospérité de Sfax sont les suivants :

---

<sup>18</sup> Tizaoui Hamadi, *Le décrochage industriel des régions intérieures en Tunisie*, Arabesques éditions, Tunis, 2013, p.300.

<sup>19</sup> Ministère du Développement Régional et de la Planification, *Stratégie du développement du gouvernorat de Mahdia*, Tunis, 2013, pp. 5-16.

«-la situation géographique privilégiée de la ville : Sfax est entourée d'une région agricole riche, avec comme principales cultures les céréales, les arbres fruitiers et les oliviers [...], ce qui favorise le développement d'une production agroalimentaire

-la deuxième caractéristique est liée à l'importance du port de Sfax : ce port connaît depuis toujours un trafic intense grâce notamment à l'exportation de l'alfa, de l'huile d'olive et surtout des phosphates

-la troisième -et peut-être la plus importante- caractéristique consiste dans l'existence à Sfax d'un tissu productif efficace, constitué pour une large part par de petites et moyennes entreprises. »<sup>20</sup>

Cet environnement économique et culturel favorable a été à l'origine d'un dynamisme économique et industriel indéniable qui a facilité le développement d'un secteur secondaire qui a eu, lui-même, des effets d'entraînement sur le développement de la région en général : « Nous sommes à Sfax dans une culture d'entrepreneurs qui s'appuie sur un milieu économique historiquement fidèle à ses traditions, marqué par un tissu socioculturel homogène et une représentation de l'appartenance très forte. Ce pôle de développement représente une alternative spécifique, une action innovatrice en quête de nouvelles activités et d'une diversification du tissu industriel local. »<sup>21</sup>

Toutefois, et nonobstant ce développement de la "capitale du Sud", certaines délégations demeurent caractérisées par un très faible niveau de développement économique et humain, enregistrant des indices proches de 300. Il s'agit notamment de *Bir Ali Ben Khelifa, Ghraïba et Skhira*, où l'on trouve un *IDH inférieur à 350* et des indicateurs sectoriels montrant une "vulnérabilité" et une marginalisation incontestables :

-pour l'infrastructure par exemple, le taux de raccordement au réseau ONAS est compris entre 2% et 5%, la proportion des ménages ayant un accès à internet oscille entre 4% et 13%

-concernant le marché de l'emploi, le taux de chômage global est relativement élevé (20% à Bir Ali Ben Khelifa, entre 25% et 26% à Ghraïba et Skhira), alors que le chômage des diplômés du supérieur est, quant à lui, très important avec des taux qui sont compris entre 37% et 41% dans ces trois délégations.

## **V- Le Centre-Ouest**

Dans cette section, on va étudier les disparités locales dans le Centre-Ouest, grâce à l'analyse de l'IDH synthétique des différentes délégations de trois gouvernorats : Kairouan, Kasserine et Sidi Bouzid.

Tableau n°5- L'IDH synthétique dans le Centre Ouest

---

<sup>20</sup> R.Nabli, 2008, *Op.cit*, p.171.

<sup>21</sup> H.Tizaoui, 2013, *Op.cit*, pp.303-304.

Délégation	IDH	Délégation	IDH	Délégation	IDH
Kairouan Nord	<b>616</b>	Kasserine Nord	<b>587</b>	Sidi Bouzid Ouest	<b>551</b>
Kairouan Sud	565	Kasserine Sud	352	Sidi Bouzid Est	363
Echbika	438	Ezzouhour	532	Jilma	383
Sebikha	350	Hassi Ferid	347	Cebalit Ouled Asker	335
El Oueslatia	386	Sebeitla	402	Bir Elhfey	377
Haffouz	457	Sebiba	359	Sidi Ali Ben Aoun	335
El Alaa	413	Djedeliane	367	Menzel Bouzaine	<b>298</b>
Hajeb El Ayoun	418	El Ayoun	<b>293</b>	Meknassy	439
Nasrallah	351	Thalla	414	Souk Jdid	323
Echarda	371	Hidra	340	Mezzouna	363
Bouhajla	<b>340</b>	Foussana	416	Rgueb	372
Total (Gouvernorat)	450	Feriana	414	Ouled Haffouz	400
Total Tunisie	609	Majel Bel Abbes	323	Total (Gouvernorat)	395
		Total (Gouvernorat)	414		

Source: Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS (RGPH 2014)

En analysant les différents gouvernorats du Centre Ouest, et en commençant par Kairouan, on remarque non seulement la faiblesse mais aussi et surtout *l'absence totale de certains équipements et de plusieurs services*. En ce qui concerne l'assainissement par exemple, *l'indice est égal à zéro à Echbika et Nasrallah*, et à l'exception de Kairouan Nord et Sud, le taux de raccordement demeure inférieur à la moyenne nationale. Ce taux est très faible surtout dans certaines délégations (Cherarda, Nasrallah, El Alâa, Chbika).

Même pour le taux de raccordement à l'eau potable, on remarque qu'il est nettement inférieur à la moyenne nationale, avec près de 50% ou, parfois, 60% de la population qui ne bénéficie pas des services de la SONEDE. Dans ces délégations rurales, on peut souligner aussi la faiblesse de l'accès à internet (entre 2% et 3%) et l'importance des proportions d'analphabètes (plus de 40% dans quatre localités).

En ce qui concerne le marché de l'emploi, et à cause de l'absence des débouchés (surtout pour les cadres) et de la quasi-absence des zones industrielles, en particulier dans les zones rurales, les taux de chômage sont élevés notamment pour les diplômés du supérieur, avec des taux de 28% à Nasrallah et de plus de 30% à Echbika et Sbikha.

Comme on l'a analysé dans des recherches précédentes<sup>22</sup>, l'aspect chronique et persistant de l'inégal développement est confirmé par l'existence de la même classification régionale même si l'on utilise d'autres indicateurs, d'autres méthodologies et d'autres périodes de référence. Tous font ressortir la même typologie régionale reflétant la marginalisation de l'intérieur et de la « Tunisie sous-développée ».

<sup>22</sup> Cf. notre ouvrage : A.Bousnina, 2012, *Op.cit*, pp.187-194.

Ceci concerne notamment Kasserine et Sidi Bouzid qui ont "maintenu" souvent les dernières places du classement. Mais l'analyse minutieuse et approfondie des indicateurs, non seulement au niveau global du gouvernorat, mais surtout au niveau des délégations montre *l'ampleur de la marginalisation de ces localités et la primauté voire l'urgence de leur désenclavement*. On peut dire sans exagérer qu'il s'agit d'une population qui a été trop longtemps laissée pour compte. Il suffit de lire quelques indicateurs très éloquentes à Kasserine :

-pour l'IDH, six délégations ont un indice inférieur à 360, dont El Ayoun qui a un score inférieur à 300

-pour le réseau d'assainissement, le taux est de 0% dans six délégations et il est inférieur à 14% dans deux autres localités

-concernant la desserte en eau courante, le taux ne dépasse pas 28% à El Ayoun et 26% à Hassi Ferid

-pour l'accès à internet, le taux est souvent inférieur à 10% et il ne dépasse pas 0,7% à El Ayoun et 0,6% à Hassi Ferid

-en ce qui concerne l'emploi supérieur, les taux de chômage sont supérieurs à 30% dans toutes les délégations (sauf Hassi Ferid) ; les taux les plus élevés sont enregistrés à Ezzouhour, Thalla et Majel Bel Abbes (avec des taux respectifs de 38%, 42% et 45%).

En étudiant cette bande occidentale du pays (qui inclut Gafsa, Le Kef et surtout Kasserine), certains géographes concluent qu'elle constitue « un *espace déprimé* au regard de nombreux indicateurs socio-économiques car affecté par l'importance du chômage et des activités informelles et l'ampleur des migrations [...]. Ces régions subissent toujours le poids de multiples facteurs limitatifs : faible attractivité des activités exportatrices, industrielles ou touristiques (en raison de l'éloignement des villes littorales), faible qualification de la main d'œuvre (peu nombreuse pour pouvoir attirer les nouvelles entreprises), la situation en cul de sac des couloirs et des axes de communication articulés sur le littoral (subissant l'effet contraignant du relief orientant la vie de relation selon une direction est-ouest de manière à s'ériger en obstacle au développement des relations nord-sud) [...]. Certes, elles sont plus urbanisées que les régions de la bande médiane, elles restent néanmoins incapables d'impulser la croissance de leur économie »<sup>23</sup>.

Selon les termes de H.Sethom, il s'agit « *périphérie dominée et exploitée* [...] qui se vide continuellement de son contenu humain et économique » et qui reste déshéritée « à cause du chômage, de

---

<sup>23</sup> Hayder Adnane, Les dynamiques régionales en Tunisie : de la régionalisation à la métropolisation, *Revue Tunisienne de Géographie* n°37, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, Tunis, 2006, pp.25-26.

l'insuffisance des investissements et de la sévérité des conditions naturelles »<sup>24</sup>.

La situation de Kasserine est quasiment similaire à celle de Sidi Bouzid. Cette dernière comporte des délégations caractérisées par une marginalisation indubitable, en dépit de l'importance et du dynamisme du secteur agricole.

Les statistiques montrent que, d'une part, 8 délégations (sur un total de 12) enregistrent un taux de raccordement au réseau d'assainissement inférieur à 7% (0% à Souk Jedid et 0,8% à Rgueb), et, d'autre part, 9 délégations ont un taux de connexion des ménages inférieur à 10% (2,3% à Souk Jedid). Pour le chômage des diplômés du supérieur, n'oublions pas qu'il était le facteur principal du déclenchement de la révolution tunisienne en 2011, justement à partir de Sidi Bouzid où l'on trouve les taux les plus élevés du chômage des diplômés du supérieur, un taux qui est -en moyenne- supérieur à 35% mais qui dépasse 40% à Sidi Ali Ben Aoun et 45% à Meknassy et Menzel Bouzaine.

Pour toutes ces raisons, on doit noter que, malgré l'importance du secteur agricole, le gouvernorat de Sidi Bouzid est le seul qui enregistre un indice moyen inférieur à 400, à cause de la faiblesse des IDH dans la quasi-totalité des localités, avec des *scores qui oscillent, dans 9 délégations, entre 298 et 383*.

En résumé, le Centre-Ouest est la région qui est probablement la plus marginalisée du pays : « Tous les paramètres indiquent que le Centre Ouest occupe souvent le dernier rang : l'éducation (taux d'analphabétisme), l'équipement des ménages ou le chômage [...]. En plus de l'enclavement géographique, les régions intérieures en général et le Centre-Ouest en particulier se trouvent aussi déconnectés des réseaux de communication modernes : autoroutes, aéroports et ports. La faiblesse des villes régionales constitue un autre handicap majeur qui bloque toute initiative de développement endogène ou exogène. »<sup>25</sup>

Pourtant, les opportunités et les "avantages comparatifs" des trois gouvernorats du district ne sont pas négligeables, en particulier les ressources en eau, les matériaux de construction, les sites naturels et archéologiques... et plus particulièrement le dynamisme du secteur agricole.

---

<sup>24</sup> Sethom Hafedh, *Pouvoir urbain et paysannerie en Tunisie*, Cérès production, Tunis, 1992, pp. 217-221.

<sup>25</sup> Belhedi Amor, *La fracture territoriale. Dimension spatiale de la révolution tunisienne*, Wassiti éditions, Tunis, 2012, p.161.

## VI- Le Sud-Est

Dans cette section, on va calculer et analyser l'IDH synthétique des différentes délégations de trois gouvernorats : Gabes, Médenine et Tataouine.

Tableau n°6- L'IDH synthétique dans le Sud-Est

Délégation	IDH	Délégation	IDH	Délégation	IDH
Gabes Medina	662	Médenine Nord	544	Tataouine Nord	529
Gabes Ouest	586	Médenine Sud	496	Tataouine Sud	491
Gabes Sud	<b>697</b>	Beni Khadech	367	Smar	382
Ghannouch	573	Ben Guerdane	433	Bir Lahmar	448
El Metouia	608	Zarzis	536	Ghomrassen	<b>556</b>
Menzel El Habib	<b>374</b>	Djerba Houmet Souk	<b>625</b>	Dhehiba	352
El Hamma	515	Djerba Midoun	576	Remada	<b>344</b>
Matmata	389	Djerba Ajim	528	Total (Gouvernorat)	485
La nouvelle Matmata	384	Sidi Makhlouf	<b>338</b>	Total Tunisie	609
Mareth	445	Total (Gouvernorat)	518		
Total (Gouvernorat)	567				

Source: Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS (RGPH 2014)

Par rapport à la situation après l'indépendance, le Sud-Est et plus particulièrement Gabes ont connu une croissance soutenue et une amélioration indéniable du niveau de développement<sup>26</sup>. Le secteur industriel a joué, à Gabes précisément, un rôle primordial grâce à l'importance des investissements industriels déployés notamment durant les années 1970 : « À Gabes, la décision de mettre en place un pôle chimique a associé dès le départ la création d'un port moderne à l'implantation d'unités de revalorisation des ressources du sous-sol du sud tunisien. La zone industrialo-portuaire de Ghannouch comprend en plus de la centrale thermique, des turbines à gaz et un terminal du gazoduc du sud, un ensemble de grosses et moyennes unités traitant surtout le phosphate de chaux ou ses dérivés. Le secteur chimique occupe au total 43,7% des salariés de toute l'industrie gabésienne. En outre, (on peut

<sup>26</sup> A.Bousnina, 2012, *Op.cit*, pp. 168-191. Sur le sujet de l'industrialisation à Gabes, Cf pour plus de détails, l'ouvrage suivant : Hayder Adnane, *L'industrialisation à Gabes et ses conséquences : étude de géographie humaine et économique*, Publication de l'Université de Tunis, 1986.

citer) la société des ciments, les ateliers de construction métallique, l'industrie des matériaux de construction et le secteur mécanique. »<sup>27</sup>

Mais il faut aussi voir "le revers de la médaille" : *les effets pervers de l'industrie chimique* et son impact sur l'environnement et sur la pollution. Comme l'a noté le géographe et réalisateur Habib Ayeb, si Gabes possède la seule oasis littorale du monde, il ne faut pas oublier que ce véritable patrimoine de biodiversité locale est en voie de disparition à cause de la pollution : « Devant la palmeraie, une boue noirâtre s'écoule vers la mer [...]. C'est près de la plage de Chott Essalem et devant une oasis côtière - une rareté dans le monde- que le Groupe chimique tunisien (GCT), une société publique exploitant les mines de phosphate, s'est implanté dans les années 1970. Tous les jours, ses unités de production déversent 14.000 tonnes du phosphogypse dans la mer, selon les autorités. En plus de cette boue nuisible à l'environnement, l'usine dégage de l'acide phosphorique dans l'air. »<sup>28</sup>

Ce problème de pollution à Gabes est conjugué à une très importante problématique du chômage des diplômés à cause de l'essoufflement du secteur industriel et de la faiblesse des débouchés dans les autres secteurs. Dans l'industrie chimique par exemple, après la révolution, et avec la baisse considérable de la production du phosphate (-54% entre 2010 et 2016), le groupe chimique a connu une baisse "draconienne" de sa production, avec un fonctionnement compris seulement entre 30% et 40% de sa capacité productive entre janvier 2011 et septembre 2017<sup>29</sup>.

Ainsi, le chômage des diplômés du supérieur demeure très élevé, il est supérieur (ou égal) à 40% à Menzel El Habib, Matmata et Mareth (il dépasse même le seuil de 45% à El Hamma).

Il en est de même pour l'infrastructure, en particulier la connexion internet et l'assainissement qui sont nettement en dessous du seuil national (à titre d'exemple, le taux de raccordement au réseau ONAS est de 5% à Menzel El Habib, 3% à la Nouvelle Matmata et 2% à Matmata. Dans ces trois délégations précisément, on enregistre un IDH inférieur à 400). Ceci peut être attribuable, entre autres, à des facteurs naturels et à des contraintes géographiques (l'habitat dispersé, la prédominance des oasis et du Sahara dans certaines délégations...).

---

<sup>27</sup> Dlala Habib, *Structuration et fonctionnement de l'espace industriel tunisien. Approche macroscopique*, Publication de l'Université de Tunis, Tunis, 1993, p. 161.

<sup>28</sup> Kaouther Larbi, En Tunisie, Gabès, ville "victime", lutte contre la pollution industrielle, [www.huffpostmaghreb.com/publication 11/08/2017](http://www.huffpostmaghreb.com/publication/11/08/2017).

<sup>29</sup> Ces chiffres sont cités par la direction du CPG et rapportés par de nombreux journaux dont Le Maghreb du 16 septembre 2017.

D'autre part, et en ce qui concerne le gouvernorat de Médenine, il enregistre un IDH de 518 et un score inférieur à la moyenne nationale. Certaines délégations sont caractérisées par la faiblesse des différents indicateurs et par un IDH inférieur à 370, il s'agit notamment de *Sidi Makhlouf* et de *Beni Khadech*. Dans ces localités, on trouve des indicateurs de l'infrastructure nettement en dessous du seuil national (0% pour le réseau d'assainissement et 5% ou 6% pour l'accès à internet).

Les contraintes naturelles jouent ici un rôle primordial ; à titre d'exemple, la densité à Sidi Makhlouf et à Beni Khadech est comprise entre 6 et 20 habitants par km<sup>2</sup> ce qui reflète l'importance de l'habitat dispersé. Comme l'a minutieusement analysé H.Mzabi, la région du Sud Est (en général) « appartient au domaine présaharien caractérisé par une structure subtabulaire simple [...]. Cette structure a donné naissance au relief de cette région composé par quelques grands ensembles peu variés. La faible importance du pendage, l'alternance du matériel dur et tendre ont favorisé une action *d'érosion* qui a engendré un immense relief de cuesta [...]. Cette région sur les marges de la zone méditerranéenne est particulièrement fragile et son infériorité résulte des contraintes de son milieu naturel »<sup>30</sup>.

Par ailleurs, on remarque dans plusieurs délégations de Médenine la faiblesse de l'indice de l'emploi (notamment supérieur). À ce titre, le taux de chômage des diplômés du supérieur à Beni Khedache est de 40% alors qu'il a atteint un seuil très alarmant à Sidi Makhlouf avec un taux de près de 50%. Parmi les principaux facteurs, on peut citer notamment la faiblesse de la dynamique économique et industrielle dans la région et ce pour de nombreuses raisons : « L'étroitesse du marché régional, les faibles moyens financiers des locaux malgré l'attraction occasionnelle des promoteurs de la région, la faible qualification des promoteurs et de la main d'œuvre, constituent les conditions difficiles dans lesquelles se trouve la promotion industrielle à Médenine. Malgré les politiques incitatives, l'industrie à Médenine ne dispose pas d'atouts particuliers. »<sup>31</sup>

Par contre, on doit noter l'importance de l'IDH dans l'île de Djerba (en particulier *Djerba Houmet Souk*) où l'on trouve des indices nettement supérieurs à la moyenne nationale reflétant la prospérité économique et le sur-développement de l'agglomération. À notre avis, ceci est inhérent à

---

<sup>30</sup> Mzabi Hassouna, *La Tunisie du Sud Est. Géographie d'une région fragile, marginale et dépendante*, Publication de l'Université de Tunis, Tunis, 1993, pp. 17-19.

<sup>31</sup> Hayder Adnane, *Industrie et développement régional à Médenine*, in, Belhedi Amor (dir), *Quelques aspects du développement régional et local en Tunisie*, 1998, *Op.cit*, pp. 94-98.

deux raisons principales : l'entrepreneuriat (ou le commerce) et le tourisme.

En premier lieu, la culture entrepreneuriale et commerciale est bien ancrée à Djerba : « Par tradition, les entrepreneurs djerbiens ont entamé leur ascension sociale à partir d'un capital accumulé dans le commerce ou le négoce. Ils se situent généralement dans une logique de continuité, d'ailleurs même leurs projets industriels ne sont en réalité qu'une extension sous forme industrielle de leur activité initiale, le commerce. »<sup>32</sup>

En second lieu, le développement indubitable du secteur touristique à Djerba a été considérable depuis les années 1960 faisant de la ville "l'île des rêves" et l'une des principales destinations touristiques de la Tunisie (en 2015 par exemple, la capacité en lits pour l'ensemble des régions touristiques en Tunisie est égale à 241,4 mille, dont plus de 57 mille pour la région Djerba-Zarzis, soit près de 24% ; pour les nuitées touristiques, elles sont souvent comprises entre 25% et 30%).

Enfin, concernant le troisième gouvernorat du Sud Est, et avec une superficie de 38.889 km<sup>2</sup>, Tataouine occupe près de 25% de la superficie du pays et plus de 43% de celle du Sud. C'est le gouvernorat le plus grand du pays mais qui a la plus faible densité (seulement 4 habitants/km<sup>2</sup>), ce qui explique l'importance de l'habitat dispersé et subséquemment la grande faiblesse des indicateurs de l'infrastructure, notamment à *Smar, Dhehiba et Remada*. Toutes ces délégations ont un IDH inférieur à 400 et enregistrent des indices d'assainissement de 0% et des taux de connexion internet compris entre 9% et 13%.

En ce qui concerne le marché de l'emploi, et excepté Ghomrassen (30%), le taux de chômage des diplômés du supérieur est toujours supérieur à 34% et il dépasse le seuil de 40% à Tataouine Sud, Bir Lahmar et Dhehiba. Pour le *chômage féminin*, on trouve un taux pour les diplômées du supérieur qui est supérieur à 50% dans la quasi-totalité des délégations (53% à *Smar*, 55% à *Bir Lahmar* et 56% à *Tataouine Sud*)<sup>33</sup>, ce qui reflète nettement la faiblesse de l'activité économique et la "déficience" de la création d'entreprise dans la région.

Paradoxalement, la région est très riche en ressources agricoles et naturelles (tels que le gypse ou le marbre) et surtout la richesse pétrolière où l'on trouve 42% de la production nationale du pétrole, produite à partir

---

<sup>32</sup> R.Nabli, 2008, *Op.cit*, p.201.

<sup>33</sup> Cf, pour plus de détails : Office de Développement du Sud, *Gouvernorat de Tataouine en chiffres*, Ministère du Développement, d'investissement et de la coopération Internationale, Tunis, juillet 2017, p.31.

des champs d'El Bourma et des champs modernes comme Zar, Elwara... Ceci peut expliquer le mécontentement de la population et l'importance des sit-in et des grèves dans la région (citons notamment le fameux sit-in d'El Kamour qui a paralysé le secteur pétrolier et qui a débouché sur de violents affrontements entre mai et juin 2017).

## VII- Le Sud-Ouest

Cette section concerne l'étude des disparités locales et l'analyse des indices synthétiques de développement humain dans le Sud-Ouest, et plus précisément dans les différentes délégations de trois gouvernorats : Gafsa, Tozeur et Kebili.

Tableau n°7- L'IDH synthétique dans le Sud-Ouest

Délégation	IDH	Délégation	IDH	Délégation	IDH
Gafsa Nord	<b>310</b>	Tozeur	<b>659</b>	Kebili Sud	495
Sidi Aich	342	Degach	523	Kebili Nord	<b>556</b>
El Ksar	566	Tameghza	<b>400</b>	Souk El Ahad	446
Gafsa Sud	<b>609</b>	Nafta	645	Douz Nord	551
Om Elaraies	364	Hazoua	471	Douz Sud	490
Redeyef	445	Total (Gouvernorat)	601	Faouar	<b>353</b>
Metlaoui	494			Total (Gouvernorat)	492
Mdhila	455			Total (Tunisie)	609
El Gtar	453				
Belkhir	358				
Sned	354				
Total (Gouvernorat)	490				

Source: Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS (RGPH 2014)

L'étude du gouvernorat de Gafsa est un peu spécifique pour une raison très simple : c'est le seul gouvernorat où l'on trouve trois délégations avec un indice d'emploi (des diplômés du supérieur) égal à 0 (*Om Elaraies, Redeyef et Metlaoui, où ce taux de chômage dépasse 50%*) et 5 autres délégations où cet indice est compris entre 32 et 219, c.-à-d. un taux de chômage supérieur compris entre 39% et 48% (le taux de chômage des diplômés dans l'ensemble du gouvernorat est égal à 41,5%). Bien entendu, ceci affecte directement l'IDH qui est inférieur à 500 dans neuf délégations et il est même en dessous de 365 dans cinq communes.

La problématique du phosphate à Gafsa est centrale et certains chercheurs parlent même de la "*malédiction du phosphate*" dans le bassin minier qui est devenu, à la fois, « une région moribonde et une véritable poudrière ; le pouvoir central a fait de Gafsa "*une région outragée, brisée et martyrisée*" » ; il s'agit au moins de quatre catastrophes que vit

actuellement le bassin minier : une catastrophe écologique (à cause de la pollution de l'industrie chimique), une catastrophe sanitaire (augmentation des taux des personnes atteintes par le cancer), une catastrophe sociale (entre autres les rivalités tribales)<sup>34</sup> et surtout une catastrophe économique : « La Compagnie de Phosphate de GAFSA (CPG), ou la Cobbanya comme la nomme les gafsiens, constitue la pierre angulaire de l'activité économique du bassin minier. Il fut un temps, pas si lointain, où *GAFSA fut la CPG et la CPG GAFSA*. Tout le monde y travaillait. La Cobbanya payait la consommation en eau et électricité de tous les foyers du bassin minier. Elle prenait en charge l'éducation des enfants [...]. Depuis plus d'un siècle, encore aujourd'hui (et je ne l'espère pas pour toujours !), *l'économie de la région est tributaire de la CPG*. Le tissu économique est rudimentaire. Et par voie de conséquence, *le coup de la restructuration fut rude, très rude.* »<sup>35</sup>

Comme on l'a précédemment cité, après la révolution, et avec la multiplication des sit-in et des grèves, la production du phosphate a connu une baisse considérable de -54% entre 2010 et 2016, les exportations du phosphate étaient de 1335 millions de dinars en 2010 ; elles n'ont pas dépassé 423 millions de dinars à la fin de 2015 et 623 MD en 2016.

Pour le gouvernorat de Tozeur, on remarque l'importance de l'IDH à Tozeur Centre qui dépasse la moyenne nationale, et la faiblesse de l'indice dans les autres délégations (sauf Nafta). À Tameghza par exemple, l'IDH est égal à 400, les indices de l'infrastructure sont très faibles (8,7% pour la proportion d'accès à internet et pour le taux de branchement au réseau d'assainissement), alors que l'indice de l'emploi des diplômés est inférieur à 300, soit un taux de chômage de plus de 35%.

À cet égard, on doit noter l'importance des investissements agricoles et tertiaires mais aussi et surtout leur concentration dans certaines délégations, ce qui explique les disparités locales dans la région. Si Tozeur est basée sur l'économie oasienne et sur l'agriculture (la production annuelle des dattes est comprise entre 35 et 40 mille tonnes), le développement du *tourisme saharien* a eu un impact positif indéniable sur l'économie de quelques localités.

---

<sup>34</sup> Elyès Loungou, GAFSA : La bénédiction de l'histoire et la malédiction du phosphate - Une feuille de route pour sauver le bassin minier, *Revue Leaders*, 27/04/2015.

<sup>35</sup> Ibid .

Plusieurs phases ont marqué la politique de développement du tourisme saharien : pendant les années 1960, la création des premiers établissements touristiques dans le Sud ; durant les années 1970, la diversification de l'activité et la construction des premières zones touristiques à Nafta et Tozeur ; à partir de la fin des années 1980, accorder des avantages spécifiques à l'investissement dans les régions sahariennes et la mise en œuvre de la stratégie du développement du tourisme saharien<sup>36</sup>.

Ces différentes mesures ont généré un accroissement rapide de l'activité touristique qui s'exprime par l'augmentation considérable de la capacité d'hébergement de la région : la capacité en lits pour la région touristique Gafsa-Tozeur est passée de 2988 lits en 1984 à 6821 en 1992 et à 11111 lits en 2015. De même, le nombre d'établissements est passé de 33 à 90 entre 1985 et 2015.

Cependant, et en dépit de l'essor rapide du tourisme saharien, ce dernier demeure limité dans l'espace et il n'a touché que quelques localités et certains centres particuliers. En effet, l'intégration du Sud saharien dans l'économie tunisienne « s'est effectuée pour l'essentiel en créant un tourisme dépendant du tourisme balnéaire, un sous-produit de ce dernier permettant de le diversifier quelque peu. L'espace touristique saharien est structuré par des sociétés touristiques non régionales, autour de sites plutôt comparables et peu diversifiées qui incitent peu à un séjour prolongé et à la multiplication des effets sur l'économie régionale »<sup>37</sup>.

Enfin, et en ce qui concerne le gouvernorat de Kébili, l'IDH synthétique est nettement inférieur à la moyenne nationale (et toutes les localités ont un indice inférieur à 600), l'IDH est encore plus faible dans certaines délégations telles que *Faouar* où il est égal à 353 et où l'on trouve des indicateurs de l'infrastructure inférieurs à 10%. Ceci explique l'intégration de plusieurs délégations de Kébili dans les zones de développement prioritaire et la multitude des incitations fiscales et financières pour l'investissement dans ces communes.

Mais ce qui est encore plus "alarmant" c'est la grande faiblesse du tissu économique et industriel et l'importance des taux de chômage, en particulier pour les diplômés du supérieur. En effet, le taux de chômage global est de 21% pour l'ensemble du gouvernorat et il oscille entre 19% et à Douz et 28% à Faouar. En ce qui concerne le chômage des diplômés,

---

<sup>36</sup> Hayder Adnane, Les régions sahariennes dans les politiques d'aménagement du territoire, *Revue Tunisienne de Géographie* n°27, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, Tunis, 1995, pp. 161-162.

<sup>37</sup> Ibid, pp.163-164.

ce taux demeure très élevé et il dépasse 40% dans 4 délégations : Douz Sud, Souk El Ahad (44,9%), Faouar (44,1%) et Kebili Sud (46,4%). Le chômage est encore plus grave pour le sexe féminin, avec un taux global de 44% à Kebili Sud et 48% à Faouar, et surtout *un taux de chômage des diplômées qui dépasse 53% à Douz Sud, 58% à Kebili Sud, 59% à Souk El Ahad et 62,9% à Faouar.*

Parmi les principales explications du chômage à Kebili, notamment celui des cadres, on trouve surtout la quasi-absence des zones industrielles et la prédominance du secteur agricole (l'importance de la production des dattes), un secteur qui embauche rarement, à Kebili, les cadres et la population féminine. Même les entreprises qui opèrent dans le secteur industriel de la région, elles sont peu nombreuses et elles opèrent souvent dans le conditionnement des dattes<sup>38</sup>.

## Conclusion

Si, dans des recherches antérieures, nous avons montré l'existence de deux Tunisies développée et sous-développée (ou du littoral et du désert tunisiens), cette étude a essayé de montrer l'existence de plusieurs pays, dont une *Tunisie oubliée, marginalisée, enclavée et laissée pour compte.*

Le score enregistré dans un nombre important de délégations (telles que Hassi Ferid, Majel Bel Abbas, Sidi Ali Ben Aoun, Souk Jedid, Gafsa Nord, Bouhajla, Bir Ali Ben Khelifa, Oued Mliz...), avec un indice qui est inférieur au seuil de 350 et parfois même au-dessous de 300 (El Ayoun, Menzel Bouzaïene, Fernana...), ce score confirme cette marginalisation et cet enclavement, et ce d'autant que certains indices d'infrastructure ou d'emploi sont parfois proches de zéro.

Par ailleurs, on doit noter l'impact de la centralisation politique (ou de l'absence de la décentralisation) sur les inégalités locales et régionales, car cette centralisation ne valorise pas l'apport des responsables locaux et régionaux et néglige la participation de la population à la décision. Mais,

---

<sup>38</sup> Pour les analyses en termes d'économie politique (sur le modèle de développement tunisien) qui traitent à la fois du rôle des élites politiques et économiques dans le maintien de ces disparités régionales et/ou locales, et aussi le rôle de bailleurs de fonds (FMI, BM et union européenne avec les accords de libre-échange) dans le maintien de ces disparités ... Ces analyses ont été citées et étudiées dans des recherches précédentes, c'est pourquoi on a préféré ne pas refaire l'analyse dans cet article. Cf. pour plus de détails, A. Bousnina, 2012, *Op.cit.*, pp.195-208. Cf. également notre ouvrage : A. Bousnina, 2015, *Quelques aspects du développement*, Edilivre, Paris, pp.29-94.

il semble que les défaillances juridiques (inhérentes à la problématique du développement local et à la décentralisation) sont en train d'être corrigées progressivement, notamment dans la nouvelle constitution. Dans le chapitre VII relatif au pouvoir local, l'article 131 stipule que "Le pouvoir local est fondé sur *la décentralisation*. La décentralisation est concrétisée par des collectivités locales comprenant des municipalités, des régions et des départements". En outre, l'article 139 stipule que "Les collectivités locales adoptent les instruments de la *démocratie participative* et les principes de la gouvernance ouverte afin d'assurer la plus large participation des citoyens et de la société civile dans la préparation de projets de développement et d'aménagement du territoire et le suivi de leur exécution".

Annexe- L'IDH synthétique et ses composantes (Exemple : le gouvernorat de Tunis)

Délégation	I. de l'emploi <sup>39</sup>	I. de l'emploi supérieur <sup>40</sup>	T. d'alphan <sup>41</sup>	SCOL. SUP <sup>42</sup>	INTERNET <sup>43</sup>	SONEDE <sup>44</sup>	ONAS <sup>45</sup>	IDH <sup>46</sup>
Carthage	782	798	913	689	586	970	980	817
Medina	719	651	863	503	389	962	981	724
Bab El Bhar	806	824	941	683	581	963	988	826
Bab Souika	701	684	870	576	418	957	985	742
El Omrane	673	750	857	521	415	968	984	738
El Omrane supérieur	677	656	894	599	466	966	986	749
Ettahrir	705	698	914	606	547	969	987	775
El Menzah	875	891	956	759	810	967	989	892
Cité El Khadra	846	865	927	700	685	965	989	854
Le Bardo	745	761	910	663	564	968	982	799
Sijoumi	560	380	806	387	239	972	989	619
Ezzouhour	725	627	873	533	405	966	986	731
Elhrairia	660	582	873	464	352	964	976	696
Sidi Hassine	671	455	844	342	190	946	873	617
El Ourdia	679	697	887	531	436	971	982	740
El Kabaria	632	619	877	494	421	965	980	712
Sidi El Béchir	694	704	873	586	453	968	982	751
Djebel Jelloud	553	492	814	391	240	951	975	631
La Goulette	826	865	948	658	696	963	986	854
Le Kram	768	823	910	540	549	966	983	791
La Marsa	820	836	907	547	555	966	967	800
Total (Gouvernorat)	722	750	888	543	469	964	972	758
Total (Tunisie)	704	599	807	409	287	846	614	609

Source: Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS (RGPH 2014)

<sup>39</sup> Indice de l'emploi global (intégrant le taux de chômage général).

<sup>40</sup> Indice de l'emploi supérieur (intégrant le taux de chômage des diplômés du supérieur).

<sup>41</sup> Taux d'alphabétisme de la population (10 ans et plus).

<sup>42</sup> Taux de scolarisation au supérieur de la population (19-24 ans).

<sup>43</sup> Proportion des ménages connectés à internet.

<sup>44</sup> Taux de raccordement des logements au réseau d'eau potable (SONEDE).

<sup>45</sup> Taux de raccordement des logements au réseau d'assainissement (ONAS).

<sup>46</sup> La moyenne des 7 indicateurs (Référence 1000, pour l'IDH et les autres indices).

## Bibliographie :

1. -Amri Laroussi, 2002, *La femme rurale dans l'exploitation familiale. Nord-Ouest de la Tunisie*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2002
2. -Arfaoui Souhail et Saadaoui Karim, 2016, Femme rurale et empowerment à Oued Sbayhia, in, Najjar Sihem (dir), *Développement local, acteurs sociaux et genre. Enjeux et stratégies après la révolution*, ouvrage collectif, Cahiers du CERES, Série Sociologie n°30, CERES, Tunis, 2016
3. -Bchir Mongi, 1986, *La population tunisienne. Caractéristiques et évolution récente*, Institut Supérieur de l'Éducation et de la Formation Continue, Université de Tunis, FNUAP, Tunis, 1986
4. -Bedoui Abdeljelil, 1999, La place du développement local endogène dans l'économie du développement, *Revue Tunisienne de Sciences Sociales RTSS* n°119, CERES, Tunis, 1999
5. -Belhedi Amor, 1996, *Développement régional, rural, local*, Cahiers du CERES, Série Géographique n°17, CERES, Tunis, 1996
6. -Belhedi Amor (dir), 1998, *Quelques aspects du développement régional et local en Tunisie*, ouvrage collectif, Cahiers du CERES, Série Géographique n°20, CERES, Tunis, 1998
7. -Belhedi Amor, 2012, *La fracture territoriale. Dimension spatiale de la révolution tunisienne*, Wassiti éditions, Tunis, 2012
8. Ben Amor Ridha et Moussa Hayet, La représentation du travail et sa place dans la vie des jeunes, in, Lamloum Olfa et Ben Zina Mohamed Ali (dir), 2016, *Les jeunes de Douar Hicher et d'Ettadhamen : une enquête sociologique*, Edition Arabesques, Tunis, 2016
9. -Bourgou Mongi (dir), 2017, *La péninsule du Cap Bon entre crises et mutations*, ouvrage collectif, Académie Tunisienne des Sciences, des lettres et des arts (Beit El Hikma), Tunis, 2017
10. Bousnina A., 2006, Le développement humain en Tunisie : spécificités et performances économiques et sociales, *Revue Tunisienne de Sciences Sociales R.T.S.S* n°130, CERES 2006

11. Bousnina A., 2007, Les disparités régionales du développement humain en Tunisie, *Revue Tunisienne de Sciences Sociales R.T.S.S* n°134, CERES 2007
12. Bousnina A., 2012, *Le littoral et le désert tunisiens. Développement humain et disparités régionales en Tunisie*, Edition l'Harmattan, Paris, 2012
13. Bousnina A., 2013, *Le chômage des diplômés en Tunisie*, Édition L'Harmattan, Paris, 2013
14. Bousnina A., 2015, *Population et développement humain en Tunisie*, Edition l'Harmattan, Paris, 2015
15. Bousnina A., 2019, *La Tunisie périphérique oubliée*, Édition L'Harmattan, Paris, 2019
16. -Denieuil Pierre Noel et Laroussi Houda, 2005, *Le développement social local et la question des territoires*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2005
17. -Dimassi Hassine et Zaiem M.Hedi, 1982, *La dynamique socio-économique de population d'une région. L'exemple du nord-ouest-tunisien*, Actes du 5<sup>ème</sup> colloque de démographie maghrébine. AMEP. Rabat, 1982
18. -Dlala Habib, 1993, *Structuration et fonctionnement de l'espace industriel tunisien. Approche macroscopique*, Publication de l'Université de Tunis, Tunis, 1993
19. -Hayder Adnane, 1995, Les régions sahariennes dans les politiques d'aménagement du territoire, *Revue Tunisienne de Géographie* n°27, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, Tunis, 1995
20. -Hayder Adnane, 1998, Industrie et développement régional à Médenine, in, Belhedi Amor (dir), *Quelques aspects du développement régional et local en Tunisie*
21. -Hayder Adnane, 2006, Les dynamiques régionales en Tunisie : de la régionalisation à la métropolisation, *Revue Tunisienne de Géographie* n°37, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, Tunis, 2006
22. -INS, 2015, *Résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2014*, Institut National de la Statistique, décembre 2015
23. -Jedidi Mohamed, 1986, *Croissance économique et espace urbain dans le Sahel tunisien depuis l'indépendance*, Publication de l'Université de Tunis, Tunis, 1986
24. -Jelassi Hechmi, 2011, *Le peuplement de Sidi Thabet au 20<sup>ème</sup> siècle*, Les éditions Sahar, Tunis, 2011

25. -Lamloum Olfa et Ben Zina Mohamed Ali (dir), 2016, *Les jeunes de Douar Hicher et d'Ettadhamen : une enquête sociologique*, Edition Arabesques, Tunis, 2016
26. -Lougou Elyès, 2015, GAFSA : La bénédiction de l'histoire et la malédiction du phosphate - Une feuille de route pour sauver le bassin minier, *Revue Leaders*, 27/04/2015
27. -Mhidhi Nouredine, 1998, Le rôle des nouvelles communes des montagnes du Nord-Ouest de la Tunisie dans le développement local. Le cas de Nebber, Menzel Salem et Bni Mtir, in, Belhedi Amor (dir), *Quelques aspects du développement régional et local en Tunisie*, ouvrage collectif, Cahiers du CERES, Série Géographique n°20, CERES, Tunis, 1998
28. -Ministère du Développement Régional et de la Planification, 2012, *L'indicateur de développement régional*, Tunis, Septembre 2012.
29. -Mzabi Hassouna, 1993, *La Tunisie du sud Est. Géographie d'une région fragile, marginale et dépendante*, Publication de l'Université de Tunis, Tunis, 1993
30. -Nabli Rabah, 2008, *Les entrepreneurs Tunisiens. La difficile émergence d'un nouvel acteur* », Edition l'Harmattan, Paris 2008
31. -Najar Sihem (dir), 2016, *Développement local, acteurs sociaux et genre. Enjeux et stratégies après la révolution*, ouvrage collectif, Cahiers du CERES, Série Sociologie n°30, CERES, Tunis, 2016
32. -Office de Développement du Sud, 2017, *Gouvernorat de Tataouine en chiffres*, Tunis, Ministère du Développement, d'investissement et de la coopération Internationale, juillet 2017
33. -Sethom Hafedh, 1992, *Pouvoir urbain et paysannerie en Tunisie*, Cérès éditions, Tunis 1992
34. -Sethom Nouredine, 1992, *L'industrie et le tourisme en Tunisie : étude de géographie du développement*, Publication de l'Université de Tunis, 1992
35. -Tayachi Hassen, 1988, *Les cités populaires programmées : solution à l'habitat spontané à Tunis*, Publication de l'Université de Tunis, 1988
36. -Tizaoui Hamadi, 2013, *Le décrochage industriel des régions intérieures en Tunisie*, Arabesques éditions, Tunis, 2013